

12 juillet 1985 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée au journal japonais "Nihon Keizai", sur les relations économiques entre la France et le Japon, Paris, vendredi 12 juillet 1985.

QUESTION.- Il y a un peu plus de trois ans, vous avez été le premier chef d'Etat français à vous rendre en visite officielle au Japon. Aujourd'hui vous attendez la venue à Paris du Premier ministre, monsieur Nakasoné. Depuis trois ans, quels progrès ont été, à votre avis, réalisés dans les relations franco - japonaises ? Dans quels domaines les choses ont-elles progressé moins vite ?

- LE PRESIDENT.- Je voudrais vous dire tout d'abord combien la visite officielle que j'ai effectuée dans votre pays en avril 1982 m'a laissé un vif souvenir. J'ai éprouvé une grande joie à revoir le Japon, où je m'étais rendu plusieurs fois à titre privé, porté par un intérêt et une sympathie personnelle pour votre civilisation, votre culture, vos réalisations.

- Il est naturel qu'entre le Japon, pôle de modernité dans le Pacifique, et la France qui concourt plus que quiconque à la renaissance technique et industrielle de l'Europe, des liens se soient noués et qu'ils se multiplient.

- Vous me demandez un bilan des progrès réalisés en trois ans. Nous avons, avant tout, appris à mieux nous connaître et nous comprendre. Il ne se passe pas de semaine sans qu'une délégation de ministres, de chefs d'entreprises grandes et petites, d'experts, d'hommes de culture française se rende au Japon et réciproquement. C'est sur ces bases, celle d'un dialogue permanent et diversifié que se construisent les projets d'actions communes.

- Les premiers résultats sont encourageants. La multiplication rapide des investissements japonais en France et celle qui s'amorce des implantations françaises au Japon, dont je souhaite qu'elles aillent croissant, sont la plus claire manifestation de cette volonté nouvelle et partagée. Il nous faut poursuivre une oeuvre de longue haleine, remédier aux insuffissances ou aux incompréhensions qui persistent, dans un esprit d'ouverture, de coopération, d'intérêt mutuel.

QUESTION.- Sur le -plan commercial la France souffre d'un grave déficit à l'égard du Japon. Comment remédier à cette situation ?

- LE PRESIDENT.- Nos relations économiques bilatérales n'ont pas une, mais deux grandes caractéristiques. La première est celle que vous signalez : l'existence d'un très important déficit, qui est pour nous une grave préoccupation. Notre taux de couverture reste de très loin le plus bas de ceux que nous enregistrons vis-à-vis des pays industrialisés.

- La seconde est que le Japon et la France sont encore l'un pour l'autre des partenaires très modestes : les produits japonais ne représentent que 2,6 % du total de nos importations et les ventes françaises ne représentent que 1 % des importations japonaises. Ceci est sans commune mesure avec la place occupée par les deux pays dans le commerce mondial. C'est pourquoi, s'il est impératif de mieux équilibrer nos échanges, cela peut et doit se faire "par le haut".

- La France fait dans ce but un effort de promotion sans précédent de ses produits sur le marché japonais par une participation plus importante aux salons spécialisés et par l'organisation de grandes expositions telles que "Vive la France", ou "Tokyo 84", ou "Osaka 85". Nos responsables économiques sont plus nombreux chaque jour à prendre le chemin de Tokyo. Comme vous le savez, les consommateurs français apprécient beaucoup les produits japonais, et ceux-ci le méritent. Mais il faut que, réciproquement, les acheteurs japonais soient en mesure de

...donner la préférence aux produits, aux technologies françaises, lorsque leur qualité et leur prix le justifient. Je pense que sur de nombreux créneaux (logiciels, équipements pour l'industrie pétrolière ou agro-alimentaire, par exemple) les exportations françaises doivent se développer et nos entreprises se doter de circuits de distribution adaptés au Japon. Il faut absolument que ces exportations et ces circuits de distribution puissent bénéficier d'un accueil plus ouvert.

- Parallèlement, le gouvernement de M. Nakasoné est bien conscient que, plus qu'à telle ou telle mesure technique de libéralisation du marché japonais, les pays européens seront avant tout sensibles aux résultats concrets obtenus.

- Enfin, chacun admettra que la coopération industrielle entre nos deux pays doit se développer. Il y a aujourd'hui près de 30 investissements industriels japonais en France contre 5 seulement il y a trois ans, et de nombreux domaines de coopération peuvent s'ouvrir. Je songe notamment à l'aéronautique, à l'espace, à l'énergie nucléaire. La complémentarité entre la capacité française d'invention (nous sommes toujours vendeurs nets de brevets au Japon) et le potentiel japonais d'industrialisation et de vente, doit être mise à profit pour agir ensemble. Cette intensification de la coopération est à terme le meilleur moyen de développer et d'équilibrer nos échanges.\

QUESTION.- Qu'attendez-vous de la visite de M. Nakasoné ?

- LE PRESIDENT.- J'attends beaucoup de la visite de votre Premier ministre ainsi que vous l'avez deviné au travers de mes propos.

- Si un élan a pu être donné depuis trois ans grâce à l'intérêt accru que la France a manifesté pour le Japon, la volonté d'ouverture au monde affichée par M. Nakasoné a, de son côté, beaucoup concouru à l'essor de nos relations. C'est pourquoi je suis persuadé que nous pouvons trouver ensemble, au cours de nos conversations, les voies et les moyens de mettre en oeuvre les orientations que je viens d'évoquer.

- De même les échanges de vue auxquels nous procéderons sur les grandes questions politiques et économiques - qu'il s'agisse des problèmes monétaires et commerciaux, des affaires de sécurité, des rencontres entre pays industrialisés - seront très utiles pour préparer les prochaines échéances internationales.\

QUESTION.- Lors de votre visite il y a trois ans, vous aviez, annoncé avec M. Suzuki, alors Premier ministre, la création d'une maison du Japon à Paris et la rénovation de la Maison franco-japonaise à Tokyo. La France aurait officiellement proposé un terrain au coeur de Paris au gouvernement japonais. Où en est aujourd'hui ce projet ?

- LE PRESIDENT.- C'est vrai, nous étions tombés d'accord il y a trois ans, votre Premier ministre et moi, sur le principe de l'établissement d'une Maison du Japon à Paris. Pourquoi ? Eh bien, les Français d'aujourd'hui connaissent de mieux en mieux le Japon, ses succès technologiques et ses réalisations sur lesquels l'exposition de Tsukuba a particulièrement attiré l'attention. Mais, les Européens et d'abord les Français ressentent le besoin de mieux connaître votre pays, sa culture, son histoire, sa réalité contemporaine, dans tous ses aspects. C'est ainsi que les étudiants qui décident d'apprendre le japonais sont, chaque année, deux fois plus nombreux en France que dans les pays voisins comparables au nôtre.

- C'est dans cet esprit que le gouvernement français a marqué concrètement son soutien au projet dont nous parlons en tenant son engagement d'offrir un terrain au coeur-même de Paris.\

QUESTION.- Il y a quelques semaines au Sommet de Bonn, la France s'est opposée à un accord entre les sept pays sur le nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales ainsi qu'à propos de l'initiative de défense stratégique américaine. Vous avez critiqué le déroulement des Sommets que vous estimez trop bureaucratiques. Serez-vous l'an prochain à Tokyo, et dans quel esprit ?

- LE PRESIDENT.- Je ne voudrais pas revenir maintenant ni sur l'initiative de défense stratégique, ni sur les négociations commerciales multilatérales, auxquelles la France ne s'oppose pas : nous voulons seulement que tous les dossiers soient sur la table et pas seulement celui de l'agriculture. Et quand nous serons d'accord sur l'ordre du jour et les participants, il sera temps de fixer une date.

- Mais les Sommets des sept principaux pays industrialisés ont, en effet, été conçus, dès l'origine,

en vue de permettre une libre conversation, une discussion directe entre les chefs d'Etat et de gouvernement qui y participent. Il y a toujours une tendance, dans nos pays qui sont bien et fortement administrés, à la bureaucratisation de ces rencontres. On doit réagir contre la tentation de créer une sorte de directoire où les dirigeants élus de 7 pays seraient appelés à entériner des textes plus ou moins opportuns, et décideraient même pour les absents.

- C'est tout ce que j'ai dit, et je crois que votre Premier ministre a déclaré à peu près la même chose après la réunion de Bonn, alors que le Sommet de l'année prochaine doit se tenir à Tokyo. Bien entendu, c'est un sujet qui sera abordé lors de la visite de M. Nakasoné.\

QUESTION.- On dit que M. Nakasoné, qui ne partage pas toutes vos opinions, a pour vous une profonde estime. Que pensez-vous vous-même de notre Premier ministre, en tant qu'homme politique, et en tant qu'homme ?

- LE PRESIDENT.- Je me fais, comme mes compatriotes, un plaisir d'accueillir M. Yasuhiro Nakasoné à Paris. Au cours de nos récents entretiens de Moscou et de Bonn, j'ai pu apprécier son ouverture d'esprit, son goût du dialogue et sa sensibilité pour les grandes questions du monde d'aujourd'hui. Entre ces rencontres, nous avons poursuivi par de nombreuses lettres, nos échanges de vue.

- Je me réjouis de pouvoir approfondir une relation nourrie d'estime mutuelle et de l'étendre à d'autres domaines que les contraintes des rencontres internationales ne laissent guère le loisir d'aborder. Je sais en particulier que M. Nakasoné s'intéresse de fort près aux questions de société telles que l'éducation, la formation, la place des jeunes qui conditionnent si fortement le bonheur à venir de nos pays.

- Enfin, j'aurais d'autant plus de facilité et d'agrément à communiquer avec M. Nakasoné que votre Premier ministre est un ami de longue date de la France, dont il a étudié la langue et dont il connaît bien la culture.\

QUESTION.- Monsieur le Président, en conclusion, quel message voudriez-vous adresser aux lecteurs de notre journal ?

- LE PRESIDENT.- Un message doit d'abord porter sur un point de vue historique avant d'aborder les problèmes pratiques. J'ai pu, en allant au Japon en 1982, être le premier Président de la République en exercice effectuant ce voyage. Et j'ai gardé un profond souvenir de ce voyage : par la qualité de l'accueil des dirigeants, du gouvernement et puis des Japonais que j'ai rencontrés, dans la rue, dans les musées, dans les très belles constructions anciennes ou récentes que j'ai visitées.

- Je connaissais la puissance du Japon, sa capacité de création, son développement économique. J'avais naturellement beaucoup lu sur la civilisation très ancienne et très grande du Japon, mais j'ai trouvé dans la vie moderne telle que j'ai pu l'apercevoir, une confirmation entière de ce que j'ai lu. Bref, j'ai salué l'effort de ce peuple qui se dirige hardiment vers l'avenir. La France doit en tirer des enseignements.

- Je souhaite que le marché japonais s'ouvre davantage aux créations françaises industrielles ou artistiques, mais je souhaite aussi que le Japon soit mieux connu en France. C'est pourquoi je me réjouis de la venue à Paris du Premier ministre, M. Nakasoné.

- Nous parlerons des relations bilatérales entre les deux pays, et nous parlerons des affaires du monde, affaires du monde auxquelles le Japon et la France ont accès en tant que puissances.

- Nous avons ouvert la porte aux investissements des japonais, à leurs capitaux, à leurs techniques remarquables, à leur culture : c'est encore ce qu'il y a de plus profond. Et c'est une formule qui signifie beaucoup de choses, car c'est une culture qui remonte loin dans les siècles.

- Alors je vous souhaite à tous bonne chance, bonne réussite.\